

PREFECTURE DE L'ALLIER



Direction Départementale
des Services Vétérinaires de
l'Allier

Service Environnement

B.P. 42 - 03402 YZEURE Cedex

YZEURE, le 27 août 2008

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES
SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Objet : Poursuite de l'exploitation d'un établissement d'abattage d'animaux sur la commune de CREUZIER LE VIEUX, présenté par la communauté d'agglomération Vichy Val d'Allier, au bénéfice de la société SOVIAB

Contexte de la demande :

L'abattoir de Vichy-Rhue, propriété de la communauté d'agglomération Vichy Val d'Allier, fonctionne depuis 1968 ; il a fait l'objet d'un certain nombre d'aménagements et est exploité actuellement par la Société Vichyssoise d'Abattage (SO.VI.AB) . Les perspectives d'augmentation du tonnage abattu et la mise en conformité avec la réglementation en vigueur (arrêté-cadre du 30 avril 2004) ont justifié le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation par le maître d'ouvrage VVA en date du 10 mai 2007, assortie d'un dossier pour l'épandage agronomique des co-produits de l'abattoir .

Présentation de l'établissement :

L'abattoir est implanté dans la zone industrielle de Vichy-Rhue sur le territoire des communes de Creuzier le Vieux et Charmeil . l'ensemble des installations d'abattage sont regroupées dans des locaux attenants, un immeuble de logements d'habitation et la conciergerie complétant les installations . Le niveau d'activité ~~actuel~~ se situe vers ~~6000 t/an~~ de carcasses abattues (porcs, bovins, ovins, chevaux) avec 40 t/j sur 4 jours travaillés par semaine et 2 t/j pour l'activité de triperie-boyanderie (avec une perspective à 5 t/j, en cas d'une activité de découpe) .

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et les niveaux d'activité demandés sont les suivants :

Rubrique	Activité	Régime	Volume autorisé
2210-1	Abattage d'animaux (le poids de carcasses en activité de pointe étant supérieur à 5 t/j)	A	55 t/j en pointe 8500 t/an
2221-1	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale (la quantité de produits entrants étant supérieure à 2 t/j)	A	7 t/j en pointe 1300 t/an
2102-2	Etablissement de transit de porcs (l'effectif maximal en présence simultanée étant supérieur à 450 animaux-équivalents)	A	520 animaux-équivalents
2920-2	Installations de réfrigération et de compression utilisant des fluides non toxiques (la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW)	A	752 kW
2355	Dépôt de peaux (la capacité de stockage étant supérieure à 10 tonnes)	D	15 tonnes
2101-4	Transit de bovins (présence des animaux inférieure à 24 heures), pour une capacité supérieure à 50 places	D	88 gros bovins 55 veaux
2910-A-2	Installation de combustion (consommant exclusivement du gaz naturel), pour une puissance thermique maximale comprise entre 2 et 20 MW	D	3245 KW

1. L'étude d'impact :

1.1. Impact sur l'eau :

- Origine de l'eau :

L'alimentation en eau est assurée par le réseau public ; un disconnecteur est installé à l'entrée du réseau d'adduction dans l'établissement .

La consommation annuelle, de l'ordre de 30 000 m³, respecte le ratio maximal de 6 m³/t abattue ; avec l'augmentation de tonnage (8500 t), elle devrait se situer vers 51 000 m³ .

- Rejet des effluents :

Les réseaux sont du type séparatif :

- Les eaux pluviales non souillées (toitures, parking, circulation des véhicules) sont rejetées directement au milieu naturel (l'Allier) . Les mesures effectuées en sortie (DCO, MES, Hydrocarbures) sont compatibles avec les valeurs-limite de l'arrêté-cadre du 30 avril 2004.
- Les eaux usées industrielles font l'objet d'un pré-traitement sur le site, avant d'être dirigées sur la station d'épuration de la collectivité .

Le dispositif de pré-traitement comporte un dégrilleur à maille de 10 mm, suivi d'un tamis de maille 700 microns, permettant de respecter l'exigence réglementaire de 6 mm, un déssableur, un dégraisseur et un canal permettant la réalisation des prélèvements et analyses physico-chimiques.

- Flux actuel et perspectives de rejet :

La charge quotidienne moyenne actuelle (données 2007) est estimée à :

- 615 kg/j en DCO (860 kg/j en flux maxi),
- 260 kg en DBO₅ (345 kg/j maxi),
- 270 kg en MES (340 kg/j maxi),
- 44 kg en N total (65 kg/j maxi)
- 5,2 kg en P total (11 kg/j maxi)

valeurs compatibles avec la convention de déversement en vigueur et la capacité épurative de la station communale (l'abattoir contribuant alors en pointe pour moins de 10 % de la capacité nominale de la station sur l'ensemble de ces paramètres, avec le niveau de charge actuel) .

1.2. Impact sur l'air :

- Les chaudières :

Les trois chaudières fonctionnant au gaz propane, pour la production d'eau chaude, totalisent une puissance de 964 kW maximum, s'ajoutant au flambeur à cochon d'une puissance de 2075 kW .

- Le froid :

Les installations frigorifiques, pour une puissance cumulée de 752 kW utilisent des fluides non toxiques R22 et R404A ; il n'y a pas de tour aéroréfrigérante sur le site, mais des condenseurs à air .

- Les nuisances olfactives :

Les odeurs sont surtout liées aux animaux (stabulation, fumiers) et perceptibles au moment des manipulations des matières et mouvements d'animaux dans l'environnement immédiat des installations .

Les sous-produits (sang, peaux, viscères,...) sont stockés dans des locaux fermés réfrigérés indépendants du stockage des carcasses . Les matières stercoraires après pressage sont stockées dans une benne étanche et les fumiers dans un local couvert (la fumière est vidée une à deux fois par an) .

Il n'existe aucun stockage des eaux résiduaires, qui transitent en continu vers le dispositif d'épuration ; les refus de pré-traitement sont enlevés en tant que de besoin (plusieurs fois par semaine) .

1.3. Impact sur le site :

- Le bruit et les vibrations :

Les principales sources sonores audibles dans l'environnement sont constituées par les groupe-froid des véhicules et des installations ; l'émergence mesurée est compatible avec les exigences réglementaires ; la circulation automobile sur l'axe routier limitrophe et l'activité des entreprises voisines participent au bruit de fond, en période diurne .

- Les déchets :

1. Déchets organiques :

Les sous-produits animaux ou déchets sont constitués d'organes ou de tissus répartis comme suit :

- les déchets à faible risque : os abattoir, abats blancs ou rouges non commercialisés, saisies vétérinaires faible risque ;
- les matières à incinérer comprenant les matières haut risque à incinérer (saisies vétérinaires haut risque, graisses du pré-traitement, refus de dégrillage, cadavres) et les matériels à risque spécifiés tels que définis dans l'arrêté ministériel du 17 mars 1992.
- Les cuirs (peaux salées) après consignation (tests ESB) sont repris par la société TISON .

Le stockage des déchets organiques est réalisé dans un local spécifique et réfrigéré. Leur collecte est réalisée par l'équarrisseur, à un rythme compatible avec les niveaux de production (1350 t/an) .

2. Déchets non organiques :

Les papiers, cartons et bois sont recyclés en déchets banaux .

3. Déchets du pré-traitement de l'effluent :

Les refus de dégrillage (à l'amont du tamis) et les graisses issues du dégraisseur sont collectés par l'équarrisseur, pour incinération en déchets 'haut risque' . L'industriel envisage de remplacer le dégrilleur actuel par un tamis à la maille réglementaire de 6 mm, pouvant permettre de valoriser par épandage les refus du tamis de 700 microns actuellement détruits .

4. Matières stercoraires, fumiers et refus de tamisage valorisables :

Ces déchets sont entreposés, jusqu'au transfert sur les parcelles agricoles du plan d'épandage ; le stockage en bout de champ est limité à moins d'un an, pour épandage sur la parcelle . Trois agriculteurs adhèrent au plan d'épandage sur terres cultivées ; la surface retenue est de 51 ha 60 ares sur les communes de CREUZIER le NEUF, SEUILLET, MAGNET et SAINT FELIX (communes situées en zone vulnérable à la directive 'nitrates') . Le tonnage annuel de sous-produits bruts est estimé à 275 tonnes .

A raison d'un apport de 20 t/ha (144 kg N/ha/an et 80 kg P/ha/an) sur des cultures exportatrices, une surface de 14 ha d'épandage s'avère suffisante annuellement et permet de limiter le retour sur les mêmes parcelles tous les trois ans minimum .

1.4. Impact sur la santé :

- Les émissions de gaz (SO₂, NO_x, CO, CO₂, COV) sont principalement dues à la circulation routière et pour une plus faible partie aux installations de combustion puisqu'elles fonctionnent au gaz.

- Les risques infectieux retenus sont les zoonoses et l'ESB, pour lesquels un contrôle vétérinaire *ante* et *post-mortem* permet de ne pas faire entrer sur la chaîne d'abattage les animaux jugés impropres à la consommation et de retirer de la consommation humaine toute ou certaines parties de carcasse saisie. La procédure mise en place dans le cadre de la prévention de l'ESB permet de retirer les viandes et sous-produits animaux concernés. Les matériels à risques spécifiés (MRS) et déchets susceptibles d'être contaminés sont incinérés dans une filière spécialisée 'haut risque' .

2. L'enquête publique :

Elle s'est déroulée du 1^{er} au 31 octobre 2007 en mairies de Creuzier le Vieux et Charmeil, avec affichage de l'avis dans les communes de Bellerive sur Allier, Cusset, Creuzier le Neuf, St Germain des fossés, St Rémy en Rollat, Vendat et Vichy (correspondant au périmètre de l'enquête) et Magnet et Seuillet (périmètre de l'épandage) et insertion légale dans deux journaux locaux .

A l'issue de l'enquête, le commissaire-enquêteur n'a relevé aucune observation du public sur le registre de l'enquête publique ;

- constatant que l'autorisation de dépassement du plafond de 5 t/j de viande abattue, pas plus que le périmètre d'épandage des fumiers et matières stercoraires compostées ne soulèvent d'objection de la population concernée,

- observant que le plan d'épandage permettra la valorisation agricole des matières organiques issues de l'abattoir et évitera de ce fait le stockage pendant deux mois dans une benne ouverte des matières stercoraires pressées,

il émet pour sa part un avis FAVORABLE à la demande présentée par la communauté d'agglomérations Vichy Val d'Allier.

3. La consultation administrative :

- SDIS :

Moyennant le respect des consignes de sécurité réglementaires, le service d'incendie et de secours émet un avis favorable au projet .

- DIREN :

Le service de la nature, des sites et des paysages de cette direction n'émet pas d'observation particulière, s'agissant de la régularisation administrative d'un établissement en fonctionnement .

- DDAF :

Rappelant que les rejets en eau pluviale se font dans l'Allier en zone Natura 2000, le Bureau de l'eau demande des précisions sur les mesures prises en cas de résultats d'analyse en hydrocarbures non conformes, ou d'évacuation d'eaux d'extinction d'incendie ou polluées accidentellement . L'exploitant signale que, le cas échéant, il pourrait stocker ces eaux dans des galeries techniques étanches, qui courent au sous-sol pour un volume de 750 m³, via une vanne d'isolement ; par suite, la collectivité dispose en tête de station d'un bassin de stockage de 6000 m³ susceptible d'isoler ce type d'effluent en attente de dépollution .

- Service de la Protection civile :

Le site est soumis à trois risques externes majeurs : l'inondation, le transport ferroviaire de matières dangereuses et les mouvements de terrain .

- DRAC :

Le projet d'aménagement ne donne pas lieu à une prescription archéologique ; cependant il convient d'informer l'exploitant que toute découverte fortuite lors de travaux de terrassement serait à signaler à cette administration .

- DDE :

Cette administration, après avoir vérifié la conformité du projet, n'émet aucune remarque particulière .

- DDASS :

- Un dispositif de prévention du retour l'eau de l'usine vers l'adduction doit être installé ; il l'a été depuis le dépôt du dossier .

- Le matériel destiné aux prélèvements pour les tests ESST doit être éliminé via une filière autorisée pour déchets infectieux .

- Inspection du travail :

Ce service n'émet pas d'observation sur le dossier .

- Service d'architecture et du patrimoine :

Avis favorable, en l'absence de zone de protection des abords des monuments historiques .

4. L'avis des communes :

Les conseils municipaux de Creuzier le Vieux, St Rémy en Rollat, Vichy, Magnet, Seuillet, Vendat et Cusset se prononcent favorablement au dossier .

Celui de Creuzier le Neuf, outre un avis favorable, demande à l'agriculteur concerné par l'épandage sur le territoire de la commune de ne pas générer de nuisances sur la voie publique et pour le voisinage.

5. L'avis de l'inspection :

L'inspection des installations classées, au vu de l'instruction du dossier et des avis exprimés au cours de la consultation administrative et des conseils municipaux et par le commissaire-enquêteur, propose au Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à la demande déposée par la Communauté d'agglomération Vichy Val d'Allier, sous les conditions particulières figurant dans le projet d'arrêté ci-joint.